



HAUT-COMMISSARIAT  
À LA STRATÉGIE  
ET AU PLAN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Point de vue

# Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal chinois : Pékin accélère, et nous ?

Par **Mattéo Torres** (HCSP) et **Thomas Grjebine** (CEPII)

28 mai 2026

Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal chinois pour la période 2026-2030, relativement méconnu en Europe, confirme un basculement stratégique majeur : la Chine ne cherche plus seulement à croître plus vite, mais à dominer les technologies, les industries et les standards qui structureront l'économie mondiale des prochaines décennies.

Notre analyse textuelle de ce plan met en évidence la centralité toujours plus forte des objectifs de puissance productive et de souveraineté économique dans la stratégie chinoise. Si les autres priorités – rééquilibrage vers le marché intérieur, transition écologique et énergétique, stabilité sociale et défi démographique – demeurent quantitativement importantes, leur poids relatif recule nettement par rapport aux plans précédents. Plus encore, notre nouvel *Indice de priorité stratégique* (IPS), qui pondère les occurrences selon leur position dans le texte, montre que les thèmes liés à la « puissance productive et la souveraineté économique » représentent près de 90 % des priorités implicites du 15<sup>e</sup> plan, contre environ 80 % dans le 14<sup>e</sup> plan. Les autres grandes dimensions apparaissent ainsi avant tout comme des leviers au service de la montée en puissance industrielle et technologique du pays.

Le plan organise simultanément la modernisation industrielle, la réduction des dépendances technologiques et la préparation des positions dominantes de demain. Pékin cherche à sécuriser les technologies critiques (semi-conducteurs, logiciels, machines-outils, matériaux avancés) tout en accélérant son avance dans les secteurs émergents comme l'IA, la robotique, la 6G, les technologies quantiques ou la biofabrication.

Pour l'Europe, l'enjeu est stratégique. Le plan chinois constitue une véritable feuille de route de conquête industrielle mondiale. Face à une Chine capable d'inscrire son action dans le temps long, la France et l'Union européenne doivent retrouver une capacité de programmation stratégique pluriannuelle et de hiérarchisation claire de leurs priorités.

## Introduction – Pourquoi le plan quinquennal chinois nous concerne

La Chine a adopté en mars dernier son 15<sup>e</sup> plan quinquennal pour la période 2026-2030. Vu d'Europe, l'exercice peut sembler technocratique, lointain, presque daté. Il ne faut pas s'y tromper. Derrière ce document en apparence administratif se trouve l'un des principaux leviers au cœur de la stratégie chinoise. Sous l'autorité du président Xi Jinping, le pouvoir y fixe ses objectifs, désigne les secteurs à soutenir, identifie les technologies décisives et mobilise l'ensemble de son appareil d'État.

**L'exercice ne relève pas de l'affichage politique : il fixe un cadre stratégique national** qui oriente ensuite concrètement les décisions publiques, les financements, les priorités industrielles et les comportements des acteurs économiques.

**Le 15<sup>e</sup> plan n'est donc pas un simple document économique. C'est aussi un levier de puissance.** C'est pourquoi il doit être lu avec attention en France et en Europe. Non pour transposer un modèle politique qui n'est pas le nôtre, mais pour regarder lucidement ce qu'il révèle : une capacité devenue plus difficile dans nos démocraties, celle d'arbitrer, de mettre en œuvre et de ne pas faséyer au gré des circonstances<sup>1</sup>.

### 1. Un outil de pilotage pour une économie continentale

Issu de l'économie planifiée d'inspiration soviétique, le plan quinquennal chinois a profondément changé de nature. Depuis les années 1990, il sert moins à administrer l'ensemble de l'économie qu'à orienter une économie de marché encadrée par l'État-parti.

Chaque plan s'inscrit dans une trajectoire de long terme fixée par les autorités chinoises. Le 15<sup>e</sup> plan couvre ainsi une période présentée par Pékin comme décisive dans la marche vers l'objectif de « modernisation socialiste » à l'horizon 2035.

Son élaboration, engagée près de deux ans avant son adoption formelle, mobilise en amont l'appareil du Parti communiste chinois, l'État, des centres de recherche et les principaux acteurs économiques. Les grandes orientations politiques sont d'abord arrêtées par le Parti, sous l'autorité de Xi Jinping, à l'occasion d'un plénum du Comité central qui adopte des « recommandations » sur le futur plan. Sur cette base, le Conseil des affaires d'État et la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) rédigent le document-cadre, qui précise les grandes priorités, les principaux indicateurs et les orientations structurantes. Le document est ensuite soumis pour

---

<sup>1</sup> Les auteurs remercient Elsa Commeau-Burrini, Margot Delrieu et Simon Kotterisch pour leur aide précieuse dans le travail de collecte, de traitement et d'analyse des données.

adoption formelle à l'Assemblée nationale populaire, qui l'a approuvé lors de sa session annuelle en mars dernier<sup>2</sup>.

Dans les prochains mois, l'appareil bureaucratique chinois traduira ce 15<sup>e</sup> plan **en plans quinquennaux sectoriels détaillés et opérationnels**. Les orientations arrêtées au niveau central seront déclinées à tous les niveaux : ministères, provinces, administrations, banques publiques, grandes entreprises publiques et, plus largement, acteurs économiques dépendant de l'environnement réglementaire chinois. Chaque acteur est chargé de convertir ces priorités en objectifs opérationnels. Les principaux indicateurs du plan alimentent l'évaluation des responsables publics et des cadres locaux, les promotions pouvant en dépendre.

Cela ne signifie pas pour autant que tous les objectifs soient atteints de manière uniforme. Les expériences passées montrent une capacité d'exécution réelle, en particulier sur la montée en gamme industrielle et technologique, où plusieurs priorités fixées par les plans précédents ont été largement concrétisées. Plus généralement, lorsque les objectifs sont précis, contraignants et assortis de responsabilités claires, la mise en œuvre tend à être solide. À l'inverse, lorsque les cibles sont plus diffuses, que les responsabilités sont partagées ou que les résultats dépendent de la confiance des acteurs privés, la portée du plan est plus incertaine<sup>3</sup>. **Son importance tient donc moins au respect intégral de chaque indicateur qu'à sa capacité à fixer une direction, coordonner l'action publique et orienter durablement les comportements économiques.**

L'exécution du 14<sup>e</sup> plan quinquennal (pour la période 2021-2025) permet d'en mesurer concrètement la portée. Les objectifs fixés ne relèvent pas de l'affichage : ils sont, pour une large part, atteints ou dépassés. Le taux d'urbanisation, par exemple, visé à 65 %, avoisine 68 % en 2025 ; les dépenses en recherche et développement, censées progresser de plus de 7 % par an, ont augmenté à un rythme supérieur, portant leur poids à près de 2,7 % du PIB ; la part de l'économie numérique atteint l'objectif de 10 %

---

<sup>2</sup> Le texte du 15<sup>e</sup> plan, paru en mars 2026, est disponible en version originale chinoise à [ce lien](#). Plusieurs traductions anglaises non officielles circulent en ligne. Nous nous appuyons en particulier sur la traduction bilingue de Sinocism, accessible à [ce lien](#) ; les citations du texte reprises en français dans cette note sont traduites par nos soins.

<sup>3</sup> La littérature empirique sur le « système de responsabilité par objectifs » (*target responsibility system*) en Chine tend à montrer que la mise en œuvre des politiques publiques est particulièrement efficace lorsque les objectifs sont clairement définis, mesurables et intégrés dans le système d'évaluation des cadres, qui lie directement la performance aux perspectives de promotion. À l'inverse, lorsque les cibles sont mal définies ou difficilement observables, la mise en œuvre tend à être plus inégale, reflétant des incitations plus faibles et des contraintes d'application plus importantes. Voir Lo K. (2014), « [China's low-carbon city initiatives: The implementation gap and the limits of the target responsibility system](#) », *Habitat International*, vol. 42, avril, p. 236-244 ; Chen Y., Ye Q. et Fan L. (2025), « [Beyond GDPism: The impact of China's cadre performance evaluation system shift on rural revitalization](#) », *Sage Open* ; Liu L., Li Q., Chu M., Guo W. et Tang L. (2025), « [Beyond economic performance: a meta-analytic study of the relationship between performance indicators and cadre promotion in China](#) », *Policy Studies*, 1-34.

du PIB ; le nombre de brevets d'invention de grande valeur dépasse nettement la cible fixée (15,3 brevets pour 10 000 habitants contre 12 attendus) ; le chômage urbain est officiellement maintenu sous le seuil de 5,5 %. Si certaines de ces données sont à interpréter avec prudence, les ordres de grandeur et les dynamiques observées sont difficilement contestables. D'autres objectifs, notamment environnementaux, apparaissent plus difficiles à atteindre – en particulier la réduction de l'intensité énergétique fixée à 13,5 %, les données disponibles suggérant à ce stade une baisse sensiblement inférieure à la cible annoncée, de l'ordre de 1,6 %. Ces écarts ne remettent toutefois pas en cause la capacité globale d'exécution du système chinois, ni la cohérence générale de la trajectoire engagée<sup>4</sup>.

Dans une économie de taille continentale, le plan quinquennal constitue ainsi un puissant outil de coordination : il aligne des décisions éparpillées autour de priorités communes, réduit la dispersion des efforts, accélère l'exécution et concentre les moyens sur les secteurs jugés stratégiques. Comme le dit Xi Jinping dans son explication du 15<sup>e</sup> plan au quatrième plénum du Comité central en octobre 2025, toutes les régions et les administrations doivent « agir consciemment dans l'intérêt général » et « jouer l'échiquier national »<sup>5</sup>.

Pour les autorités locales, le plan indique les secteurs à soutenir. Pour les entreprises, il renseigne sur les domaines appelés à bénéficier d'un environnement favorable. Pour les investisseurs, il donne de la visibilité sur les priorités économiques des années à venir. Là où nombre de pays publient des stratégies vite révisées ou insuffisamment suivies d'effets, la Chine conserve un avantage redoutable : la continuité. **Cette continuité repose sur un atout souvent sous-estimé en France et en Europe : la programmation pluriannuelle.** En fixant un cadre sur cinq ans, articulé à des objectifs plus lointains, le pouvoir chinois réduit l'incertitude, facilite l'investissement productif et permet l'accumulation cohérente d'efforts publics et privés.

---

<sup>4</sup> Sur la base des données compilées par le CSIS (Center for Strategic and International Studies) dans *Five-Year Plan Targets*, la Chine a ainsi atteint 14 des 22 objectifs quantifiés du 10<sup>e</sup> plan (2001-2005), 20 sur 23 pour le 11<sup>e</sup> plan (2006-2010), puis la totalité des 28 objectifs du 12<sup>e</sup> plan (2011-2015). Concernant le 13<sup>e</sup> plan (2016-2020), 18 des 25 principaux objectifs semblent avoir été remplis. Plusieurs des objectifs non atteints paraissent toutefois avoir été fortement affectés par la crise sanitaire de 2020, alors que certains indicateurs étaient proches de la cible. Pour le 14<sup>e</sup> plan (2021-2025), la quasi-totalité des 20 principaux objectifs auraient été remplis, même partiellement pour certains objectifs environnementaux. Certaines données demeurent provisoires ou indisponibles, notamment sur l'intensité carbone du PIB. Le principal objectif clairement non atteint concerne le nombre d'infirmières pour les enfants de moins de trois ans.

<sup>5</sup> Xi Jinping, « [Explication des recommandations du Comité central du PCC relatives au 15<sup>e</sup> plan quinquennal \(2026-2030\)](#) », traduction française, *Le Grand Continent*, 29 octobre 2025.

## 2. Une stratégie assumée de montée en gamme industrielle et technologique

Le 15<sup>e</sup> plan ne constitue pas une rupture, mais une nouvelle étape de la trajectoire engagée par la Chine depuis plusieurs années. Comme le montre le Tableau 1 page suivante, les plans quinquennaux ont accordé une place croissante aux enjeux industriels, technologiques et de souveraineté économique.

Tableau 1 – Des zones rurales à la souveraineté technologique :  
l'évolution des priorités chinoises ces vingt dernières années

Période	Ordre des chapitres après l'introduction
11 <sup>e</sup> plan quinquennal (2006-2010)	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Développer les zones rurales</li><li>2. Moderniser et transformer le secteur industriel</li><li>3. Développer le secteur des services</li></ol>
12 <sup>e</sup> plan quinquennal (2011-2015)	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Renforcer l'agriculture et les zones rurales</li><li>2. Moderniser et transformer le secteur industriel</li><li>3. Développer le secteur des services</li></ol>
13 <sup>e</sup> plan quinquennal (2016-2020)	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Poursuivre le développement tiré par l'innovation</li><li>2. Mettre en place un nouveau modèle de développement</li><li>3. Faire progresser la modernisation agricole</li></ol>
14 <sup>e</sup> plan quinquennal (2021-2025)	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Poursuivre le développement tiré par l'innovation</li><li>2. Développer un système industriel moderne</li><li>3. Construire un marché intérieur fort</li></ol>
15 <sup>e</sup> plan quinquennal (2026-2030)	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Développer un système industriel moderne</li><li>2. Accélérer l'autonomie technologique et devenir leader dans les nouvelles forces productives</li><li>3. Approfondir la construction de la Chine numérique et renforcer le niveau de développement numérique et intelligent</li></ol>

Note : le tableau compare l'ordre des trois premiers chapitres dans les cinq derniers plans quinquennaux. Cette évolution met en évidence **le déplacement progressif des priorités stratégiques chinoises, des enjeux ruraux et de développement des services vers l'industrie, l'innovation et la souveraineté technologique**. Dans le 15<sup>e</sup> plan, la construction d'un « système industriel moderne » devient la priorité affichée, devant l'autonomie technologique et le leadership dans les nouvelles forces productives. Le développement du marché intérieur, mis en avant dans le 14<sup>e</sup> plan, recule quant à lui au quatrième rang.

Source : MERICS, Alexander Brown

L'architecture même du 15<sup>e</sup> plan quinquennal reflète cette priorisation croissante des objectifs industriels et technologiques. Structuré en dix-huit parties et plus de soixante chapitres, le plan définit les priorités du pays pour 2026-2030 et confirme la centralité de l'industrie, de l'innovation et de la sécurité économique dans le modèle de croissance chinois<sup>6</sup>.

Pékin place au cœur du document **la notion de « développement de haute qualité »**, c'est-à-dire une croissance moins fondée sur la quantité et davantage sur la productivité, l'innovation et la montée en gamme industrielle. Cette orientation est désormais étroitement liée à la notion de « nouvelles forces productives de qualité », qui vise à faire de l'innovation technologique et de l'industrialisation avancée le principal moteur de la croissance.

**Le message est clair : la croissance quantitative ne suffit plus.** De fait, la progression du PIB n'est plus un véritable objectif chiffré depuis le plan précédent. Le texte indique seulement que la croissance doit être maintenue « dans une fourchette raisonnable ». La Chine cherche désormais à croître mieux, à gagner en productivité et à sécuriser les fondements de sa compétitivité future.

Comme le montre le Tableau 2 page suivante, le plan fixe ainsi des objectifs en matière de croissance, productivité, urbanisation, innovation, transition énergétique, sécurité alimentaire ou encore espérance de vie.

**Ce point mérite d'être souligné : le plan quinquennal chinois n'est pas uniquement un instrument économique.** Il agrège aussi des objectifs sociaux, démographiques et de qualité de vie : emploi, revenu, santé, petite enfance, vieillissement, accès aux services publics, etc. En cela, il rappelle l'évolution qu'ont connue les premiers plans quinquennaux français d'après-guerre, initialement centrés sur la reconstruction économique et la modernisation industrielle puis progressivement élargis au logement, à l'aménagement du territoire, à la formation ou aux conditions de vie. Dans les deux cas, la planification ne vise pas seulement la production ; elle cherche aussi à organiser la société dans la durée.

---

<sup>6</sup> Pour une analyse détaillée des orientations du 15<sup>e</sup> plan, voir notamment Bert Hofman (2026), « [Deciphering the 15th five-year plan](#) », Mercator Institute for China Studies (MERICS), 19 mars ; Nis Grünberg et Alexander Davey (2026), « [Four key points to keep in view as China implements its 15th five-year plan](#) », MERICS, 15 avril ; Alexander Brown (2026), « [China's new five-year plan will embrace industry – and once again give consumers the cold shoulder](#) », MERICS, 26 février.

**Tableau 2 – Des priorités stratégiques déclinées en indicateurs mesurables**

Catégorie	Indicateur	2025	Objectif 2030	Moyenne annuelle cumulée	Nature
Développement économique	Croissance du PIB (%)	5	—	Maintien dans une fourchette raisonnable, ajustement annuel selon les circonstances	Indicatif
	Croissance de la productivité du travail (%)	6,1	—	Supérieure à la croissance du PIB	Indicatif
	Taux d'urbanisation (%)	67,9	71	—	Indicatif
Innovation	Croissance des dépenses de R&D (%)	9,1	—	> 7	Indicatif
	Nombre de brevets d'invention pour 10 000 habitants (unités)	16	> 22	—	Indicatif
	Part de la valeur ajoutée des industries cœur de l'économie numérique (%)	10,5	12,5	—	Indicatif
Conditions de vie et bien-être de la population	Taux de chômage urbain enquêté (%)	5,2	—	< 5,5	Indicatif
	Croissance du revenu disponible par habitant (%)	5	—	Aligné sur la croissance du PIB	Indicatif
	Nombre moyen d'années de scolarisation de la population en âge de travailler	11,3	11,7	—	Contraignant
	Médecins diplômés pour 1 000 hab.	3,1	3,7	—	Indicatif
	Infirmiers diplômés pour 1 000 hab.	4,3	5,1	—	Indicatif
	Lits médicalisés dans les établissements pour personnes âgées (%)	68	73	—	Indicatif
	Taux de scolarisation des enfants de moins de 3 ans (points de %)	—	—	+6	Indicatif
	Espérance de vie (années)	79,25	80	—	Indicatif
Transition verte et bas carbone	Réduction des émissions de CO <sub>2</sub> par unité de PIB (%)	-17,7	—	-17	Contraignant
	Part des énergies non fossiles dans la consommation énergétique (%)	21,7	25	—	Contraignant
	Concentration en particules fines PM2.5 dans les villes au niveau préfectoral et supérieur (µg/m <sup>3</sup> )	28	<27	—	Contraignant
	Part des journées avec une bonne qualité de l'air (%)	80	85	—	Contraignant
Sécurité	Taux de couverture forestière (%)	25,1	25,8	—	Contraignant
	Capacité globale de production céréalière (10 000 tonnes)	1,39	≈ 1,45	—	Contraignant
	Capacité de production énergétique (100 Mteq charbon standard)	51,3	58	—	Contraignant

Lecture : le projet de 15<sup>e</sup> plan fixe des objectifs quantifiés à horizon 2030 dans des domaines clés tels que la croissance, l'innovation, les conditions de vie, la transition écologique ou encore la « sécurité ».

Source : tableau 1 du 15<sup>e</sup> plan quinquennal chinois (version bilingue chinois-anglais de Sinocism)

**Autre enseignement important, la Chine réhabilite pleinement la question démographique.** La multiplication des objectifs liés à la garde d'enfants, à la santé ou au vieillissement montre que Pékin identifie la natalité comme une variable de puissance et de soutenabilité de son modèle. Le plan appelle explicitement à bâtir une « société favorable à la natalité », avec un soutien renforcé aux familles et un environnement plus propice aux naissances. Il vise notamment une hausse de six points du taux de scolarisation des enfants de moins de trois ans d'ici 2030, tout en ciblant un allongement de l'espérance de vie de 79,25 à 80 ans. En incluant de nombreux indicateurs sociaux dans leurs objectifs nationaux, les autorités chinoises signalent que le bien-être collectif, la qualité du capital humain et la cohésion sociale deviennent des dimensions centrales de la performance nationale. Sans renouvellement de la population, sans actifs qualifiés en nombre suffisant, sans soutien aux familles, la trajectoire technologique elle-même serait fragilisée. La politique familiale est ainsi conçue comme un instrument de compétitivité de long terme.

Fait notable, l'architecture des indicateurs confirme l'inflexion engagée lors du 14<sup>e</sup> plan : ces indicateurs sont moins nombreux que dans le 13<sup>e</sup> plan et la part des objectifs contraignants continue de reculer, ce qui traduit un éloignement progressif d'une logique de pilotage centrée sur la seule accumulation quantitative au profit d'objectifs davantage qualitatifs et structurels<sup>7</sup>.

### 3. Trois grandes priorités pour une stratégie

Derrière ces orientations générales, trois priorités majeures se dégagent clairement pour la période 2026-2030. Elles forment une séquence logique : **dominer ce qui existe déjà (l'industrie manufacturière), sécuriser ce qui manque encore (les technologies critiques sous dépendance étrangère) et enfin préparer ce qui déterminera demain les rapports de force (les industries et les normes du futur).**

#### 3.1. Asseoir le leadership industriel

**L'industrie demeure au cœur du projet chinois. Le plan place la construction d'un « système industriel moderne » parmi ses premiers objectifs.** Il s'agit de moderniser les secteurs traditionnels – acier, pétrochimie, construction navale, textile, machines – par l'automatisation, la robotisation et le numérique, tout en maintenant une base manufacturière de premier rang mondial. **Pékin ne choisit pas entre volume et montée en gamme. L'objectif est d'être dominant à la fois dans les industries traditionnelles et dans les industries de pointe.** On a encore trop tendance à penser que la Chine a les prix

---

<sup>7</sup> Le 13<sup>e</sup> plan comportait 25 rubriques d'objectifs correspondant à environ 33 indicateurs opérationnels lorsqu'on distingue les sous-composantes du tableau officiel, dont 13 contraignants. Les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> plans ramènent ce total à respectivement 20 et 21 indicateurs, avec une part d'objectifs contraignants désormais inférieure à 40 %, contre près de 60 % dans le 13<sup>e</sup> plan.

bas et l'Europe la haute qualité. La Chine a les deux, là est le défi nouveau, structurel et potentiellement destructeur pour l'industrie européenne<sup>8</sup>.

**Le plan confirme également que la Chine ne pense pas la transition écologique comme un frein à l'industrialisation, mais comme l'un de ses leviers principaux<sup>9</sup>.** Batteries, panneaux solaires, véhicules électriques, réseaux intelligents, hydrogène ou nucléaire avancé relèvent à la fois d'objectifs climatiques, de sécurité énergétique et de leadership industriel. Fait révélateur, les véhicules électriques et les panneaux photovoltaïques ne sont plus présentés comme des filières émergentes nécessitant un soutien spécifique<sup>10</sup>. Ils sont désormais traités comme des composantes ordinaires de l'appareil productif chinois, signe **que les technologies vertes sont devenues des secteurs parmi d'autres, au cœur de la stratégie économique nationale<sup>11</sup>.**

Ce point éclaire une différence plus large avec l'approche européenne. **Là où la Chine fait de l'industrie verte un moteur de la transition, l'Union européenne a souvent procédé à l'inverse, en multipliant les normes environnementales sans développer simultanément les capacités industrielles correspondantes, et en faisant des allers-retours sur le degré de priorité donné à la transition écologique.**

Cette logique est particulièrement visible dans le domaine énergétique, où la transition écologique est pensée comme un levier de puissance industrielle et de sécurité économique. Les énergies renouvelables occupent désormais une place centrale dans la construction d'un système énergétique résilient. Pékin entend encore accroître massivement des capacités déjà dominantes à l'échelle mondiale dans le solaire et l'éolien, avec pour objectif de doubler en dix ans l'usage des énergies non fossiles. Alors que la Chine prépare un déploiement massif d'intelligence artificielle et d'infrastructures numériques fortement consommatrices d'électricité, elle cherche à bâtir un système énergétique capable d'alimenter durablement la croissance tout en réduisant sa dépendance aux

---

<sup>8</sup> HCSP (2026), *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, rapport, février.

<sup>9</sup> Le poids des objectifs environnementaux dans la planification chinoise s'est fortement accru entre le 11<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> plan quinquennal, passant d'environ 8 indicateurs sur une vingtaine à près de 16 sur une trentaine. Cette montée en puissance traduisait alors l'intégration progressive des enjeux climatiques et énergétiques dans la stratégie de développement chinoise. Le 14<sup>e</sup> plan marque toutefois une inflexion : les objectifs environnementaux deviennent moins nombreux (environ 5 sur 20), mais plus ciblés, concentrés sur quelques priorités stratégiques comme l'énergie, les émissions ou l'efficacité énergétique. Le 15<sup>e</sup> plan prolonge cette évolution (environ 6 objectifs sur 21), en intégrant les enjeux environnementaux à une logique plus large de sécurité énergétique, de souveraineté technologique et de politique industrielle.

<sup>10</sup> Dès le 10<sup>e</sup> plan quinquennal (2001-2005), les technologies liées aux véhicules électriques sont identifiées comme prioritaires. Elles le demeureront pendant près de deux décennies, illustrant la constance de l'action dans ce domaine. La Chine a d'abord déployé des politiques industrielles, avant de durcir progressivement son cadre réglementaire. L'annonce, en novembre 2020, de l'interdiction des ventes de nouvelles voitures thermiques à partir de 2035 s'inscrit dans cette séquence. Cet exemple montre une grande supériorité d'anticipation et de soutien industriel par rapport à l'UE.

<sup>11</sup> Et pour cause : la Chine concentre déjà plus de 80 % de la production mondiale de panneaux solaires et plus de la moitié des ventes mondiales de véhicules électriques.

hydrocarbures importés. La mise en avant de l'hydrogène vert, de l'ammoniac ou du méthanol pour décarboner l'industrie lourde et les transports confirme cette logique.

Le plan vise aussi l'étape suivante, avec la montée en puissance de la mobilité intelligente : il mentionne explicitement la « conduite intelligente », c'est-à-dire **le développement des véhicules autonomes et connectés**. La Chine entend ainsi se positionner sur les segments à forte valeur ajoutée de l'automobile du futur – au risque de reléguer l'Europe, faute de réaction, au rang de simple marché de débouché<sup>12</sup>.

**Le 15<sup>e</sup> plan maintient ainsi la trajectoire climatique officielle de la Chine** – pic des émissions avant 2030 et neutralité carbone avant 2060 – tout en retenant des objectifs intermédiaires prudents, notamment une baisse de l'intensité carbone d'environ 17 % d'ici 2030, vraisemblablement insuffisante pour garantir l'ensemble des engagements initiaux de Pékin. Il confirme surtout un arbitrage clair : poursuivre la transition, mais à un rythme compatible avec la croissance, la compétitivité de l'industrie et la sécurité énergétique du pays.

### 3.2. Réduire les dépendances technologiques

L'autonomie technologique constitue le deuxième axe majeur. Le plan appelle à accélérer « l'autonomie et le renforcement technologique de haut niveau » et à remporter la « bataille des technologies clés ». Il vise, plus précisément, les « maillons faibles » des chaînes industrielles et d'approvisionnement, en appelant à des « mesures extraordinaires » pour obtenir des percées dans des secteurs comme les semi-conducteurs, les machines-outils, les instruments haut de gamme, les logiciels fondamentaux, les matériaux avancés ou la biofabrication<sup>13</sup>. **Le diagnostic chinois est clair : tant que certains composants, équipements ou logiciels critiques demeurent sous contrôle extérieur, la puissance industrielle du pays reste vulnérable aux sanctions, aux restrictions d'exportation et aux pressions géopolitiques.**

Dans plusieurs de ces domaines, l'objectif n'est plus seulement de rattraper un retard, mais de substituer progressivement des capacités nationales aux dépendances étrangères. La réduction de la dépendance aux importations devient ainsi un objectif stratégique en soi, afin de limiter la vulnérabilité du pays aux mesures coercitives américaines ou européennes.

---

<sup>12</sup> Voir notamment Matagne T. (2026), « Reprendre la main sur le véhicule autonome : pour une stratégie européenne du système de mobilité routière », *La Collection du Plan* n° 16, mai ; Ni J. et de Tréglodé H. (2024), « Les véhicules autonomes en Chine. Comparaison avec la France, l'Europe et les États-Unis », *Document de travail*, n° 2024-03, France Stratégie, juillet.

<sup>13</sup> Voir partie 3, chapitre 8, section 1. Le plan quinquennal évoque des « mesures extraordinaires », sans en préciser le contenu. Ces termes renvoient à une mobilisation renforcée de l'ensemble des instruments de politique industrielle : coordination intersectorielle, allocation ciblée des ressources, accélération des procédures, etc. Le plan mentionne notamment des subventions *ex post* et des mécanismes de soutien financier, sans en préciser l'ampleur. Comme souvent en Chine, le plan fixe la direction stratégique, et la puissance d'action se déploie ensuite à travers des politiques plus concrètes, qui favorisent les acteurs nationaux.

L'enjeu dépasse la seule innovation. Il s'agit de sécuriser les chaînes de valeur essentielles, de préserver la continuité industrielle en cas de choc externe et de renforcer durablement la souveraineté productive chinoise. Cette stratégie produit déjà des effets : selon des estimations administratives récentes, **la part des exportations européennes vers la Chine pour lesquelles une dépendance significative de Pékin vis-à-vis de l'UE peut être identifiée aurait reculé d'environ 34 % en 2019 à 21 % en 2024. Cette diminution traduit une réduction progressive des dépendances chinoises à l'égard de l'Europe, y compris dans des secteurs stratégiques comme l'aéronautique et l'agroalimentaire.**

### 3.3. Préparer les positions dominantes de demain

Le troisième axe est la préparation des industries du futur. Le plan en énumère sept, en considérant la participation à l'élaboration des normes dans chacune d'elles comme un objectif stratégique : les technologies quantiques, la biofabrication, l'hydrogène et l'énergie de fusion, les interfaces cerveau-machine, l'intelligence incarnée (c'est-à-dire l'intégration de l'IA dans des systèmes physiques autonomes comme les robots ou les véhicules intelligents), la 6G et les systèmes intelligents de nouvelle génération.

L'enjeu n'est pas seulement scientifique. Il s'agit d'industrialiser rapidement ces innovations, de structurer des écosystèmes complets et de peser sur les standards mondiaux avant les concurrents. Dans les technologies émergentes, celui qui contribue à fixer les normes capte souvent une part décisive de la valeur.

L'Europe en a longtemps fait la démonstration : une part de sa puissance économique a reposé sur sa capacité à définir les règles du jeu dans de nombreux secteurs. **La Chine l'a parfaitement compris et s'emploie désormais à concurrencer aussi cette forme de puissance normative, tandis que les pays de l'UE, confondant normes tatillonnes (entravant la compétitivité) et standards techniques (pouvant la dynamiser), se retirent de plus en plus des instances internationales de normalisation, pourtant majeures dans la compétition mondiale<sup>14</sup>.**

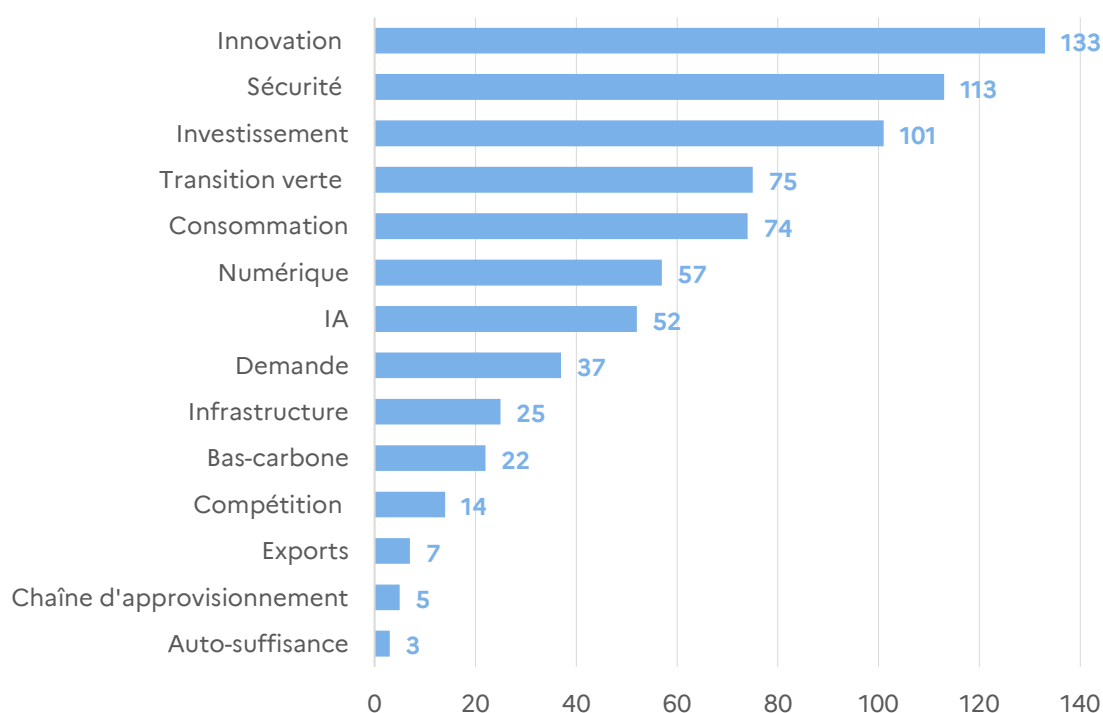
## 4. Une part de plus en plus belle donnée à la puissance productive

Les développements précédents permettent d'identifier les grandes orientations stratégiques du 15<sup>e</sup> plan. Pour systématiser cette lecture et quantifier précisément la hiérarchie des priorités affichées par Pékin, une analyse textuelle a été réalisée à partir des principaux termes de politique publique mobilisés dans le document (voir Graphique 1 page suivante).

---

<sup>14</sup> Voir notamment Commission européenne (2022), « [An EU Strategy on Standardisation. Setting global standards in support of a resilient, green and digital EU single market](#) », Com(2022) 31 final, février ; AFNOR (2025), « [Diplomatie des normes : la France à la croisée des chemins](#) », mai ; Benali-Léonard É. (2024), « [La normalisation internationale, arme de puissance](#) », *Revue internationale d'intelligence économique*, vol. 2024/2, p. 161-178 ; Adach O. (2026), « [Case Study 3: European and Chinese standardisation investments](#) », StandICT.eu.

**Graphique 1 – Les priorités explicites du 15<sup>e</sup> plan :  
innovation et sécurité en tête**



Lecture : en nombre absolu de mentions dans le texte du 15<sup>e</sup> plan quinquennal, l'innovation et la sécurité dominent nettement, devant l'investissement, la transition verte et la consommation.

Source : décompte des auteurs à partir du texte du 15<sup>e</sup> plan quinquennal (traduction Sinocism), selon la méthodologie et les catégories de termes-clés utilisées par Grünberg et Davey (2026), op. cit.

L'analyse textuelle confirme quantitativement les développements précédents. **Les références à l'innovation, à la sécurité économique et aux capacités productives dominant largement le vocabulaire du plan, loin devant les enjeux de consommation ou de transition écologique.** Ce déséquilibre n'est pas anodin : il suggère que la Chine identifie d'abord la puissance technologique, la résilience et la montée en gamme industrielle comme les principaux moteurs de la prochaine phase de développement.

**L'intelligence artificielle occupe, à cet égard, une place particulière.** Le terme apparaît 52 fois dans le texte, contre 11 fois dans le plan précédent. Avec l'initiative « AI+ », Pékin entend diffuser l'intelligence artificielle dans l'ensemble de l'économie réelle : industrie, logistique, santé, services publics ou infrastructures.

La comparaison avec les plans précédents montre que cette inflexion n'est pas ponctuelle. Depuis dix ans, les références à l'innovation, aux technologies avancées, à la sécurité nationale et à la modernisation industrielle progressent continûment. Le 15<sup>e</sup> plan prolonge cette trajectoire et en accentue l'intensité. De manière révélatrice, la référence à la « réforme et à l'ouverture » recule par rapport au 14<sup>e</sup> plan, ce qui révèle le basculement d'un modèle d'intégration à l'économie mondiale vers un modèle de puissance industrielle plus autocentré, où l'ouverture extérieure devient un moyen et non plus une

fin au service des objectifs technologiques et stratégiques. La Chine vise également à renforcer la cohérence de son espace économique domestique et à accélérer sa numérisation : le plan met l'accent sur le développement d'un marché national unifié, le développement des infrastructures de calcul et de données, ainsi que sur la montée en puissance de l'économie numérique, dont la part est visée à 12,5 % du PIB d'ici 2030<sup>15</sup>.

Pour aller au-delà du simple décompte de mots-clés et proposer une lecture plus synthétique de l'architecture stratégique du plan, on peut regrouper les objectifs et termes-clés en quatre catégories correspondant aux principaux arbitrages structurels du modèle chinois : « **puissance productive et souveraineté économique** », « **rééquilibrage vers le marché intérieur** », « **transition écologique et énergétique** » et « **stabilité sociale et défi démographique** »<sup>16</sup>.

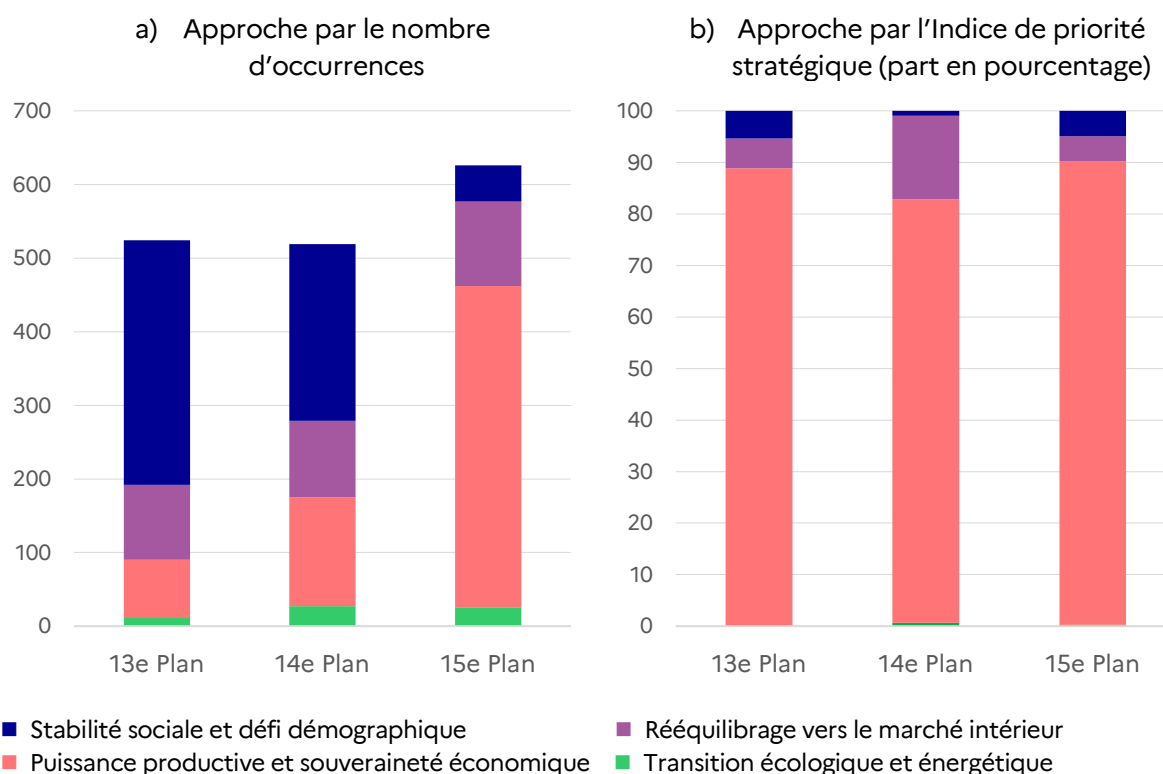
Le Graphique 2a présente le nombre total d'occurrences associées à chacune de ces catégories dans les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> plans quinquennaux. **Il met en évidence une réorientation stratégique très nette.** Dans le 13<sup>e</sup> plan, les enjeux sociaux et démographiques occupaient encore une place centrale dans les priorités explicites. Le 14<sup>e</sup> plan marque une première inflexion en faveur des thèmes liés à la souveraineté économique et aux capacités productives. **Mais le véritable basculement intervient dans le 15<sup>e</sup> plan : les références associées à la catégorie « puissance productive et souveraineté économique » explosent littéralement, tandis que les thèmes sociaux et démographiques reculent fortement** dans la hiérarchie apparente des priorités. Le marché intérieur demeure présent, mais plus comme un instrument de résilience industrielle que comme un objectif autonome de rééquilibrage de la croissance.

---

<sup>15</sup> Rapporté à un PIB chinois qui pourrait dépasser 25 000 milliards de dollars à cet horizon, cela représenterait un secteur numérique de plus de 3 000 milliards de dollars, soit un ordre de grandeur comparable au PIB actuel de la France.

<sup>16</sup> Les catégories sont construites à partir d'un regroupement de mots-clés récurrents dans les plans chinois. La catégorie « puissance productive et souveraineté économique » comprend notamment les références au « système industriel », au « système industriel moderne », à « l'économie réelle », aux « chaînes industrielles » et « chaînes d'approvisionnement », aux « industries stratégiques émergentes », à la « nouvelle industrialisation », aux « nouvelles forces productives de qualité », à « l'innovation scientifique et technologique », au « développement tiré par l'innovation », à « l'innovation originale », aux « technologies clés », à « l'autonomie technologique », à « l'intelligence artificielle », à « l'économie numérique », à la « réforme structurelle de l'offre », ainsi qu'à la « sécurité nationale », « alimentaire » et « énergétique » et au « développement de haute qualité ». La catégorie « rééquilibrage vers le marché intérieur » regroupe les références au « marché intérieur », au « marché national unifié », à la « double circulation », au « nouveau paradigme de développement », au « développement régional coordonné », à la « revitalisation rurale », à « l'urbanisation », à la « consommation », à la « hausse des revenus », à la « réforme et l'ouverture », à « l'ouverture de haut niveau », à la « protection sociale » et à la « réduction de l'épargne de précaution ». La catégorie « transition écologique et énergétique » comprend les références au « développement vert », à la « civilisation écologique », au « pic carbone », à la « neutralité carbone », aux « énergies non fossiles », à la « réduction de la pollution » et à « l'efficacité énergétique ». Enfin, la catégorie « stabilité sociale et défi démographique » regroupe les références à la « prospérité commune », au principe du « *people first* », à la « santé », au « vieillissement », à la « fécondité », à la « garde d'enfants », à « l'éducation », à « l'emploi » et à la « cohésion sociale ».

**Graphique 2 – Les plans quinquennaux chinois :  
ce que révèle l'indice de priorité stratégique (IPS)**



Lecture : le graphique de gauche présente la répartition, selon le nombre d'occurrences, des grands thèmes stratégiques dans les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> plans quinquennaux chinois. Le graphique de droite présente la part relative de ces thèmes selon l'Indice de priorité stratégique (IPS), un indicateur pondérant les occurrences par leur position dans le texte afin d'identifier les priorités implicites du document.

Source : HCSP

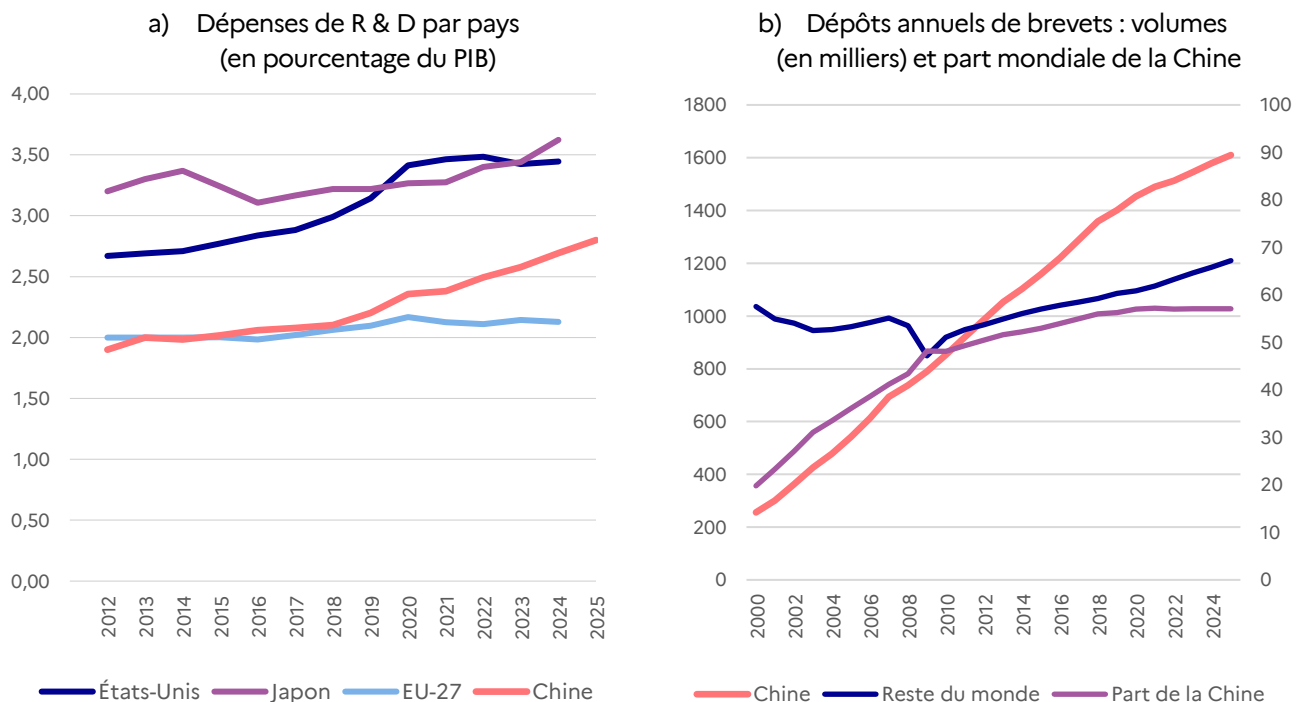
Le Graphique 2b va plus loin en construisant **un indicateur synthétique de hiérarchisation implicite des priorités, l'Indice de priorité stratégique (IPS)**. L'idée sous-jacente est que les thèmes mentionnés plus tôt dans le plan sont implicitement considérés comme prioritaires par rapport à ceux apparaissant plus tard dans le document<sup>17</sup>. Selon cet indicateur pondéré, les thèmes liés à la puissance productive et à la souveraineté économique représentent déjà plus de 82 % de l'IPS du 14<sup>e</sup> plan et près de 90 % dans le 15<sup>e</sup> plan. À l'inverse, le poids relatif du rééquilibrage vers le marché intérieur recule fortement, tandis que la transition écologique demeure marginale dans la structure stratégique implicite du texte.

Cette lecture met en évidence une logique fortement hiérarchisée du modèle chinois. **La puissance productive et la souveraineté économique apparaissent comme les**

<sup>17</sup> Chaque occurrence reçoit ainsi un poids décroissant selon sa position dans le texte, avant agrégation par grandes catégories stratégiques et normalisation à 100 à l'intérieur de chaque plan.

**priorités structurantes du 15<sup>e</sup> plan, très loin devant les autres objectifs, et cette centralité s'accroît nettement par rapport aux plans précédents.** Le rééquilibrage vers le marché intérieur, la stabilité sociale et, plus encore, la transition écologique occupent une place beaucoup plus secondaire dans la hiérarchie stratégique implicite du document.

### Graphique 3 – R & D et brevets : la Chine dépasse l'Europe et s'impose à l'échelle mondiale



Lecture : les dépenses de R & D de la Chine ont fortement augmenté depuis le début des années 2010, dépassant celles de l'Union européenne en part du PIB et se rapprochant des niveaux observés aux États-Unis et au Japon. Parallèlement, la Chine est devenue l'un des principaux pôles mondiaux de dépôt de brevets, représentant désormais une part majoritaire des demandes enregistrées à l'échelle mondiale.

Source : OCDE, Natixis, National Bureau of Statistics of China, National Center for Science and Engineering Statistics, Statistics Bureau of Japan ; [ChinaDataLive](#) pour les données sur les brevets

**Cette centralité accordée à la puissance productive et technologique ne relève pas seulement d'un affichage stratégique dans les plans quinquennaux. Elle s'appuie également sur une mobilisation massive de ressources financières, scientifiques et industrielles, ainsi que sur une montée en puissance déjà visible dans les indicateurs d'innovation chinois.** Alors que la Chine est déjà le premier pays en termes de dépenses R & D avec un tiers des dépenses mondiales à elle seule, le plan vise une progression annuelle des dépenses d'environ 7 %, quand l'effort de recherche atteint déjà près de 2,7 % du PIB (contre environ 2,2 % dans l'UE). Cette dynamique se reflète également dans

les indicateurs d'innovation : **la Chine a vu sa part dans les dépôts mondiaux de brevets passer d'environ 20 % au début des années 2000 à plus de la moitié aujourd'hui**. Cette progression continue sur deux décennies atteste une capacité croissante à convertir l'effort de R & D en production technologique à grande échelle<sup>18</sup>.

## 5. Pourquoi ce plan doit être pris au sérieux

Les plans quinquennaux chinois ne garantissent pas mécaniquement le succès. La Chine demeure confrontée à des fragilités réelles : faiblesse de la consommation intérieure, augmentation très forte de l'endettement, crise immobilière durable, vieillissement démographique et surcapacités dans plusieurs secteurs. S'y ajoutent des tensions commerciales croissantes, avec un risque de fermeture de marchés majeurs, aux États-Unis et potentiellement demain en Europe.

**Le principal arbitrage macroéconomique du plan est clair : la Chine ne privilégie pas une croissance tirée par la consommation des ménages sur le modèle américain ou français, mais une croissance tirée par la production, les exportations, l'investissement et la montée en gamme industrielle.** Sans rééquilibrage plus net en faveur de la demande domestique<sup>19</sup>, le renforcement de l'offre productive continuera d'alimenter les excédents extérieurs chinois. Mais l'erreur serait de se focaliser sur ces fragilités quasi structurelles et de sous-estimer la force du cadre stratégique chinois. Car cette capacité d'orientation de long terme, dont le plan quinquennal est l'un des principaux instruments, a déjà profondément transformé le paysage industriel mondial.

Depuis presque deux décennies, les priorités industrielles et technologiques fixées par Pékin ont accompagné l'essor de la puissance manufacturière chinoise, la montée en gamme de ses entreprises et l'émergence de positions dominantes dans plusieurs chaînes de valeur critiques. **Le rééquilibrage chinois (entre consommation intérieure et production excédentaire) interviendra, mais la période intermédiaire, qui peut encore s'étaler sur plusieurs plans quinquennaux, oblige les économies européennes à réagir pour éviter une spirale de « destruction destructrice » de leur industrie<sup>20</sup>.**

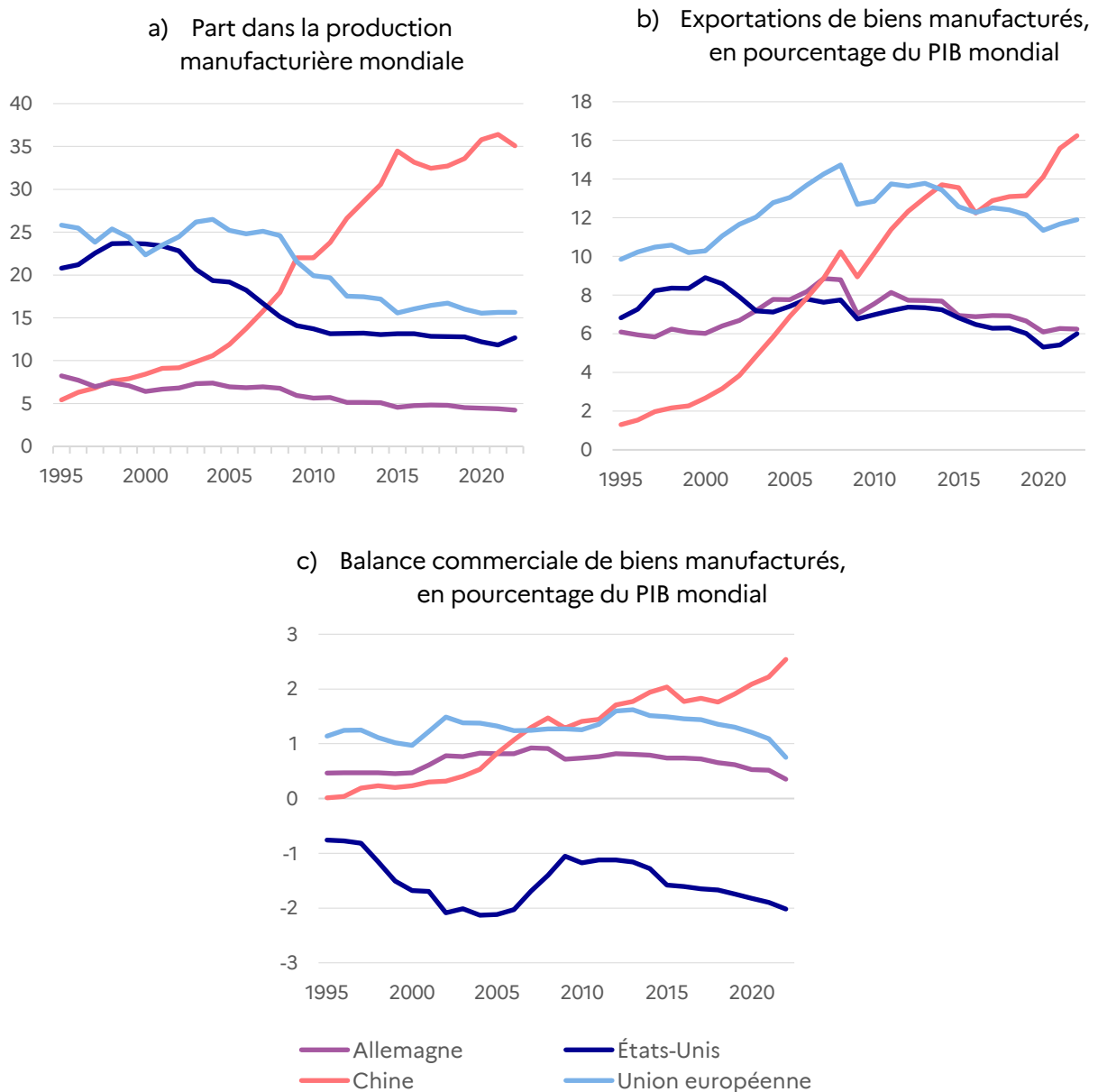
---

<sup>18</sup> Cette montée en puissance technologique est particulièrement visible dans les technologies de décarbonation. Le dernier rapport d'étape de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI) montre ainsi la montée en puissance rapide de la Chine dans les brevets liés aux technologies bas carbone, au moment même où l'Europe voit son poids relatif diminuer dans plusieurs domaines stratégiques de la transition énergétique. Voir CNEPI (2026), *L'innovation en faveur de la décarbonation. La position internationale de la France*, note d'étape, avril.

<sup>19</sup> La consommation des ménages chinois représente moins de 40 % du PIB, contre environ 68 % aux États-Unis et 54 % en France.

<sup>20</sup> Sur les implications pour l'industrie européenne et les recommandations associées, voir notamment HCSP (2026), *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, op. cit.

**Graphique 4 – Chine : des niveaux records de production et d’excédents commerciaux**



Lecture : les trois graphiques illustrent le basculement industriel mondial en faveur de la Chine depuis le début des années 2000. Sa part dans la production manufacturière mondiale progresse fortement jusqu’à atteindre environ un tiers du total, tandis que celles de l’UE et des États-Unis reculent nettement. Dans le même temps, la Chine devient le principal exportateur de biens manufacturés rapportés au PIB mondial et dégage un excédent commercial manufacturier croissant, désormais supérieur à celui des grandes économies européennes. À l’inverse, les États-Unis enregistrent un déficit structurel marqué, tandis que l’UE et l’Allemagne voient leur position industrielle relative s’éroder. Ces évolutions traduisent le déplacement du centre de gravité manufacturier mondial vers la Chine.

Source : HCSP (2026), *L’industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, op. cit.

La Chine représente désormais environ 30 % de la production manufacturière mondiale, contre environ 15 % pour l'Union européenne prise dans son ensemble. **Ces résultats ne relèvent ni du hasard ni d'un simple effet de taille. Ils traduisent une remarquable constance dans les priorités publiques : capacité à identifier tôt des secteurs décisifs, à mobiliser des financements massifs, à soutenir l'industrialisation et à faire monter rapidement les acteurs nationaux en puissance.**

**Ces résultats s'appuient également sur des capacités scientifiques et technologiques désormais sans équivalent à cette échelle.** La Chine occupe aujourd'hui la première place mondiale dans la majorité des technologies critiques, passant de 3 domaines dominés au milieu des années 2000 à 57 sur 64 entre 2019 et 2023<sup>21</sup>. Elle dispose en outre d'un réservoir de capital humain sans équivalent : environ 3,6 millions de diplômés en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques chaque année, soit plus de quatre fois le volume américain et plus de deux fois celui de l'Union européenne. Cette dynamique se traduit enfin dans l'appareil productif : près de 280 000 robots industriels ont été installés en Chine en 2023 – davantage que dans l'ensemble des grandes économies avancées réunies<sup>22</sup>.

Le pouvoir chinois place désormais en tête de ses priorités la modernisation industrielle, l'autonomie et le leadership technologique ainsi que la digitalisation de l'économie. **Autrement dit, la Chine entend simultanément produire davantage, maîtriser les technologies clés et diffuser massivement les outils numériques et l'IA dans l'ensemble de son appareil productif.**

Ces succès industriels ne restent pas cantonnés au marché chinois. Ils se projettent de plus en plus fortement sur les marchés extérieurs, à commencer par l'Europe.

Sur les quatre premiers mois<sup>23</sup> de 2026, les exportations chinoises vers l'Union européenne ont progressé d'environ 19 %, avec des hausses encore plus marquées vers l'Allemagne (+20 %) et la France (+21 %), par rapport à l'année précédente. Il s'agit de leur plus forte progression depuis 2022.

Cette concurrence touche désormais des secteurs situés au cœur de notre appareil productif : automobile, chimie, machines-outils, batteries, électronique ou technologies vertes<sup>24</sup>.

---

<sup>21</sup> Australian Strategic Policy Institute, *Critical Technology Tracker*.

<sup>22</sup> HCSP (2026), *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, op. cit., annexe 1.

<sup>23</sup> Voir les statistiques du commerce extérieur sur le site de l'Administration générale des douanes chinoises.

<sup>24</sup> Voir HCSP (2026), *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois*, op. cit., annexe 1.



## Conclusion – Leur plan est prêt. Et nous ?

Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal ne garantit évidemment pas le succès de la Chine. Le pays reste confronté à des déséquilibres importants. Mais l'essentiel est ailleurs. Ce plan rappelle qu'à l'ère des rivalités géoéconomiques, la place des nations dépend de plus en plus de leur capacité à inscrire l'action dans la durée, à hiérarchiser leurs priorités et à tenir leur engagement dans le temps.

Sans revenir à une planification rigide et descendante, **la France comme l'Union européenne gagneraient à renouer avec une véritable logique de plans quinquennaux** : un ensemble de priorités claires, des moyens identifiés, un calendrier stable, une évaluation régulière.

**En France, le cadre existe : la loi de 1982 permet toujours l'adoption d'une loi fixant, pour cinq ans, les grandes orientations stratégiques de la Nation.** Une « loi des grandes options », adossée à un rapport stratégique et débattue au Parlement au début de chaque mandat présidentiel, permettrait de structurer le débat démocratique, d'éclairer les arbitrages du quinquennat à venir et de redonner de la cohérence à l'action publique.

À l'échelle européenne, la même logique pourrait être mise en œuvre. **Un plan septennal pourrait être débattu et validé par le Conseil européen** et adossé au prochain cadre financier pluriannuel européen, pour la période 2028-2034<sup>25</sup>. Il fixerait un nombre limité de priorités stratégiques, des moyens identifiés et des objectifs mesurables, et serait porté par la Commission européenne. Il pourrait faire l'objet d'un débat au Parlement européen et devant les Parlements nationaux, pour garantir sa légitimité démocratique et son suivi dans la durée, et permettrait d'engager les États membres dans une trajectoire commune, lisible et durable<sup>26</sup>.

Dans un monde où les grandes puissances organisent leur économie comme un instrument de puissance, l'absence de cap constitue souvent un choix, celui du déclassement consenti. Il n'y a nulle fatalité à cela. Comme l'exemple français l'a montré après-guerre, démocratie, vision et planification peuvent parfaitement coexister.

---

<sup>25</sup> Conformément à l'article 15 du Traité sur l'Union européenne (TUE), le Conseil européen définirait les orientations stratégiques générales, tandis que la Commission européenne en assurerait la mise en œuvre et le suivi, dans le cadre des missions qui lui sont confiées par l'article 17 du TUE.

<sup>26</sup> Certes, à chaque nouveau cycle institutionnel, l'Union européenne se dote d'un agenda stratégique, adopté par le Conseil européen pour cinq ans. Ce document définit les priorités politiques de l'Union. Il demeure toutefois plus général et moins opérationnel qu'un véritable instrument de programmation stratégique articulant priorités, financements, objectifs mesurables et mécanismes de suivi dans la durée.